

<http://www.parisseveille.info/la-tyrannie-en-marche,3426.html>

Paris s'éveille !

www.parisseveille.info

VSP n°16 (septembre 2017)

La tyrannie en marche

- Le Quotidien des Sans-Papiers - voix des sans-papiers -

la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

NUMÉRO 16 • Mardi 12 Septembre 2017 • 50 centimes

SOMMAIRE • page 46, BSE L'ÉBRIÉ... • Bois d'Ébène - et chair qui crêpe ! (page 48)
• CHIM : Manifestos devant les ambassades du Mali partout dans le monde ! (page 49) • LA NOUVELLE
REVOLUTION AMÉRICAINE (2) : Dire non, un premier pas (page 51) • Développement, indépendance : Vire la
coopérative ! (page 52)

LA TYRANNIE EN MARCHÉ

« La Tyrannie consiste au désir de domination, universel et hors de son ordre... La Tyrannie est de vouloir avoir par une voie de qu'on ne peut avoir que par une autre. »
Pourquoi, pour entrer en matière, partir tant de mots d'auteurs plus ou moins connus, ces mots de Pascal, intelligence révolue par son temps et grand écrivain, certes, du « grand siècle » des lettres françaises, mais ayant vécu il y a trois siècles et demi, quand ce qu'on est convenu d'appeler « l'État moderne » venait à peine d'ouvrir grands ses yeux et de commencer à voir grand ?

Il est souvent moins malaisé de saisir la forme générique de l'être dans ses débuts embryonnaires, dans l'œuf, pour ainsi dire, que dans l'être développé et complexe, et il apparaît, dans ces mots de Pascal, la raison de l'esprit humain considérant l'objet « tyrannie de son temps » hors du temps, en quelque sorte, ôtant de la tyrannie une description sous forme, pour ainsi dire, intertemporelle (indépendante du but extrinsèque de son contenu) : « état des grandeurs » « charnelles » sans nul éclat et apparence sensible d'esprit.
Universel et hors de son ordre, par une voie ébriante, « pas possible », et : désir et volonté. D'emblée, la mesure entière de l'hubris humaine est ainsi jouée et posée : démesure de l'exès, violence de l'exès et excès de violence.

Date de mise en ligne : mercredi 13 septembre 2017

Copyright © Paris s'éveille - Tous droits réservés

SOMMAIRE : Bois d'ébène : [Bois d'ébène - et chair à patron - et chair qui crie !](#) " Cispn : [manifestons devant les ambassades du mali partout dans le monde !](#) " La nouvelle Révolution Africaine (2) : [Dire non, un premier pas](#) " Développement, indépendance : [Vive la coopérative !](#)

« *La Tyrannie consiste au désir de domination, universel et hors de son ordre... La Tyrannie est de vouloir avoir par une voie ce qu'on ne peut avoir que par une autre.* »

Pourquoi, pour entrer en matière, parmi tant de mots d'auteurs plus ou moins connus, ces mots de Pascal, intelligence révoltée par son temps et grand écrivain, certes, du « grand siècle » des lettres françaises, mais ayant vécu il y a trois siècles et demi, quand ce qu'on est convenu d'appeler « l'État moderne » venait à peine d'ouvrir grands ses yeux et de commencer à voir grand ?

Il est souvent moins malaisé de saisir la forme générique de l'être dans ses débuts embryonnaires, dans l'oeuf, pour ainsi dire, que dans l'être développé et complexe, et il apparaît, dans ces mots de Pascal, la raison de l'esprit humain saisissant l'objet « tyrannie de son temps » hors du temps, en quelque sorte, offrant de la tyrannie une description sous forme, pourrait-on dire, intemporelle (malgré le but extrinsèque de son auteur) : « *éclat des grandeurs* » « *charnelles* » sans nul éclat et apparence sensible d'esprit.

Universel et hors de son ordre, par une voie aberrante, « pas possible », et : désir et volonté. D'emblée, la mesure entière de l'*hubris* humaine est ainsi jaugée et posée : démesure de l'excès, violence de l'excès et excès de violence.

On vient de dire : humaine. Mais, s'agissant d'*hubris*, mot du grec ancien, et s'agissant en particulier de l'*hubris* du tyran, c'est *inhumaine* qu'il eût fallu plutôt, à proprement parler, et c'est à l'enseignement d'Aristote, grand maître à penser de l'Occident en fait de doctrine, entre autres, politique, qu'il faut avant tout s'en rapporter. La *polis* (la « cité », association d'hommes épanouie) est un « *fait de nature* » (d'espèce humaine), l'homme est, par nature, sous l'impulsion de ses besoins naturels, un être *politique* : *homme*, en tant qu'élément composant du composé *polis*, en tant que partie de ce tout humain ordonné et de sa *politeia*, « constitution » réelle : l'ensemble des *nomoi* (ce qui échoit en partage à chacun), droits coutumes et normes qui en assurent le métabolisme et la cohésion. Dans l'ordre de la *polis* (ordre de l'humain accompli), l'*apolis* (le « sans cité ») par nature et non par accident n'a pas de place : il est l'insociable se suffisant à lui-même, n'est pas homme, mais « *brute ou dieu* », « homme » bestial ou divin. Et celui qui, quand la *politeia* se corrompt à la suite des conflits entre riches et pauvres, quand chaque parti, poussant son *hubris* à l'extrême, jusqu'à vouloir l'emporter sur l'autre parti coûte que coûte, fait triompher l'injuste du juste contre la sagesse politique ; celui qui émerge alors et s'empare du pouvoir par n'importe quel moyen et parachève ainsi le bouleversement des *nomoi* par sa propre *hubris*, en mettant à leur place son vouloir, et porte le coup de grâce à l'*isonomia* (égalité des *nomoi*), la supprime, et rend esclaves les citoyens, hommes libres, celui-là est, dans l'ordre politique, la brute *apolitique* par excellence, le tyran : maître de « *l'injustice armée* » dont rien n'est « *plus terrible à supporter* ».

Toutefois, ce que ne peut pas la nature, le peuvent l'art ou la ruse. Plus les « constitutions » sont dénaturées et extrêmes, plus elles multiplient leurs ennemis et deviennent instables. La tyrannie, en particulier, qui, sans être une *politeia*, en cumule et aggrave les maux publics les plus extrêmes et insupportables, est la plus fragile des formes de gouvernement. À mesure qu'elle grandit, grandissent le dégoût et la haine de tout un peuple de sujets non consentants. Pour se maintenir au pouvoir, le tyran, plus que tout autre, « *doit garder assez de force sur ses sujets, qu'ils le veuillent ou non* », et, si pour durer il convient, par-delà les méthodes mêmes de répression violente et de flicage systématique propres à toute tyrannie, de se mettre à l'école de l'art de la simulation et de ses ruses, alors l'impératif devient : « *apparaître* », « *donner à voir* ». Et alors le tyran égoïste et apolitique peut et doit prendre l'aspect de son contraire, agir ou sembler agir pour le bien et l'argent publics, donner l'illusion du chef qui garantit un minimum de cohésion sociale, et, en toute chose, pour et par son *hubris* tyrannique instruite à bien tyranniser sur la durée, « *adroitement* » jouer les bons rois.

C'est là une leçon que mettra à profit, 18 siècles plus tard, Machiavel, l'illustre « Secrétaire florentin », l'homme politique voué à la cause de sa « république » (*res publica* à la romaine, la chose publique), à la fois réalité présente (Florence rétablie, vivante république communale) et idéal rêvé d'un État fort et grand, tout à créer (l'Italie « *rédimée* », « *libérée* » de la « *domination barbare* », ultramontaine). Mais aussi (et pour la même force de réalité et d'idéal

conjugués), l'implacable observateur de la « vertu » amoral de l'État, le clinicien de « la vérité factuelle de la chose » (de l'« autonomie » du fait politique), le logicien du mode de formation et de vie des États par l'efficacité pratique des procédés de pouvoir en usage : « prudence » et violence centralisées, répression intérieure (sans pitié, le cas échéant) et diplomatie de guerre extérieure, art de la ruse sociale et politique, du mensonge et du crime politiques (de ce qu'après lui sera appelé « raison d'État ») érigés en principe et en système. En un mot, l'illustre « fondateur » incontesté de la « science politique » des États modernes.

L'esprit de ce souverain juge du monde n'est pas si indépendant qu'il ne soit sujet à être troublé par le premier tintamarre qui se fait autour de lui... Ne vous étonnez point s'il ne raisonne pas bien à présent, une mouche bourdonne à ses oreilles : c'en est assez pour le rendre incapable de bon conseil... La Tyrannie consiste au désir de domination universel et hors de son ordre... La Tyrannie est de vouloir avoir par une voie ce qu'on ne peut avoir que par une autre... Sur quoi fondera-t-il l'économie du monde qu'il veut gouverner ?... Sera-ce sur la justice ? Il l'ignore... *Ex senatusconsultis et plebiscitis crimina exercentur [c'est par décrets et par plébiscites que les crimes se pratiquent - Sénèque]*... Il ne faut pas qu'il [le peuple] sente la vérité de l'usurpation, elle a été introduite autrefois sans raison, elle est devenue raisonnable. Il faut la faire regarder comme authentique, éternelle et en cacher le commencement si on ne veut qu'elle ne prenne bientôt fin... Il est nécessaire qu'il y ait de l'inégalité parmi les hommes, cela est vrai ; mais cela étant accordé, voilà la porte ouverte non seulement à la plus haute domination, mais à la plus haute tyrannie... L'unité qui ne dépend pas de la multitude est tyrannie.

(Pascal, *Pensées*, avant 1662)

Dans l'Italie du début du XVI^e siècle - pays des *signorie* aux cours fastueuses, des « seigneurs de la guerre » humanistes et protecteurs des lettres et des arts « renaissants », pays des *condottieri* aventuriers, complotant pour s'établir seigneurs ou courtisans au lieu et place des seigneurs et courtisans en place, pays des papautés militaires et guerrières et des envahisseurs ultramontains, « gens de sac et de corde et sans frein, assoiffés du butin des villes merveilleuses, rêvant meurtre et pillage et nuits luxurieuses » (Leconte de Lisle) ; dans ce pays, l'*hubris* de l'homme de pouvoir mettant à la place des droits des hommes son bon vouloir, n'est pas le fait d'une poignée de grands ou mineurs tyrans (à une ou plusieurs têtes), il n'y est plus question de conseiller et d'instruire tyrans et tyranneaux à un minimum de bien public et de service public afin de parer la révolte. Partout en Europe, mais surtout en Italie, terre la plus riche et morcelée, théâtre de rivalités et guerres intestines et d'importation, la démesure du pouvoir armé surgit de toute part, vorace et impitoyable et extrême, souverainement criminelle et puissante, là où il y a pouvoir *politique*. Humaniste lui-même et bon connaisseur d'auteurs latins, républicain patriote et utopiste formé dans l'étude de l'*Histoire romaine* de Tite-Live ; formé, surtout, dans la pratique réaliste de son office de chancelier, expert militaire et ambassadeur de la république florentine auprès des cours italiennes et européennes, au milieu d'alliances changeantes et de forces armées supérieures ; ayant entre autres sous les yeux, pendant des années, notamment le « tableau des choses de France », de sa noblesse de « gens d'armes » aux besoins et moyens réduits, « avides du bien d'autrui », de sa monarchie forte et puissante parce qu'« armée, expérimentée et unie », régnant sur des « peuples » et des « sujets » entièrement « soumis aux nobles » et « très obséquieux », « humbles et très obéissants », gagnant juste assez pour payer « à leur seigneur ses droits », et se contentant, pour le reste, d'une économie de subsistance sur une terre « grasse et opulente », où « la nourriture et les oeuvres manuelles valent peu ou rien », dans un pays facile à défendre pour des raisons à la fois orographiques et d'échanges commerciaux à ses frontières ; Machiavel mûrit, peu à peu, à l'encontre de ceux qui en ont traité avant lui, la vision de « la vérité factuelle de la chose » politique, étrangère aux préceptes abstraits qu'enseignent religion et morale.

Contraint, par la fin de la république et la restauration de la *signoria* des Médicis à Florence, de s'exiler des tâches quotidiennes et pressantes de la vie politique active, il tire, dans sa retraite, les leçons de son expérience et réflexion passées, pour servir aux tâches de la lutte politique à venir, urgente et à long terme. Déjà, la monarchie française lui était apparue comme le type même de l'État moderne puissant ; et, en face de l'unité nationale de sa noblesse d'armes lige, il avait déploré l'impuissance italienne, de l'Italie incapable d'avoir un « prince apte à l'attaquer », le prince envahisseur, « parce que l'Italie n'est pas unie comme elle l'était au temps des Romains ». Maintenant, il lui apparaît que le futur appartient tout entier à cette puissance nouvelle : l'État national fort, fort de son unité

supérieure. Là est le coeur de tout ce dont il s'agit désormais en politique ; et, pour maîtriser les voracités des classes nobles, voracités locales, particulières et éparses, à courte vue, pour les faire jouer dans un but unique et à son gré, il faut, comme en France, toute l'acuité d'une vue très supérieure, l'action d'une imposante et générale et omnivore (terrible surtout envers l'indiscipline des nobles et nobliaux) intelligence : la souveraine et toute-puissante voracité du *Prince* fondateur d'État.

Le problème de l'*hubris* grecque, de l'*hubris* apolitique dans la cité, ne se pose même pas. Ou plutôt, il se pose à l'envers. Loin d'être la ruine de la cité, la démesure est, dans le politique nouveau et novateur, son salut : elle est la « *vertu* » politique même, une force positive susceptible (si bien conduite) des plus hauts sommets publics. Il faut oeuvrer pour la concentrer dans un seul maître. Car le politique a changé de signe, l'*apolitique* d'hier (l'excès de domination et de pouvoir sur les hommes, le désir et puissance de volonté de tout soumettre, de tout ramener au soi unique), voilà le *politique* d'aujourd'hui. La *polis* n'est plus. Il y a l'État.

Machiavel compose superbement, ainsi, en lui donnant une âme vivante et forte, le plus superbe et terrible tableau (à fort contenu, où factuel et idéal s'exaltent l'un l'autre) de ce qu'on retrouve un peu partout, à des degrés et dans des registres très différents, dans l'Italie et l'Europe politiques de l'époque. C'est une sorte de « conscience commune » d'élite, que cette *hubris-vertu* individualiste et calculatrice (dans son seul intérêt), artificielle et profondément barbare : un art institutionnalisé de la dissimulation masquée d'urbanité raffinée, ainsi que l'illustrent et enseignent les manuels de savoir-vivre de la « société de cour » (société de pouvoir) de la Renaissance, à l'usage du *cortegiano* aussi bien que de l'homme d'État, art, de surcroît, présumé se répandre dans la société d'en bas et la civiliser. Des lecteurs n'y auront-ils pas aperçu un lien d'anticipation du « *vices privés bonheur public* » du laisser-faire économique de deux siècles plus tard ?

Mais auparavant, un siècle et demi après Machiavel, Pascal se trouve au moment culminant du processus réel de transformation politique dont Machiavel avait su, plus que tout autre, pénétrer les débuts fracassants et présenter une image idéalisée. À l'orée et à l'endroit même de l'établissement définitif de l'absolutisme d'État, accoucheur, par la révolution des droits, de la puissance de l'État et de sa loi « impersonnelle » telles que nous les connaissons aujourd'hui, la position de Pascal est des plus intenses et intéressantes : la tête au centre et les pieds à la périphérie, pour ainsi parler. Les pieds ancrés dans l'objet concret, le combat dans le catholicisme aux côtés de ses austères amis jansénistes, il s'en prend à la cour pontificale post-tridentine dégénérée « *en tyrannie* », à son intolérance de doctrine afin d'assurer son pouvoir au sein de l'Église, tyrannisant la pensée de tous et réduisant de force la diversité à unité, imposant à tous le silence par les moyens de la non contradiction publique, de l'organisation du faux et du mensonge, du dogme inouï de l'infailibilité du pape. Et, à partir de cette excentricité par rapport au problème politique de la tyrannie, son regard s'élève et voit plus loin et plus haut, Pascal exerce sa réflexion tout au coeur du concept abstrait le plus général.

En mars 2016, le rapport *À guichets fermés de La Cimade* dénonçait, chiffres à l'appui, la mise à distance des personnes demandant un titre de séjour par l'accroissement des démarches dématérialisées pour accéder au guichet de la préfecture... Depuis plus d'un an, notre robot a continué de sonder méthodiquement l'ensemble des services préfectoraux imposant ou proposant cette prise de rendez-vous. Aujourd'hui, à l'occasion de la remise à jour du site <http://aguichetsfermes.lacimade.org> et de la présentation des derniers chiffres pour désormais 73 départements, le bilan reste sombre... Il est le plus souvent impossible d'obtenir un rendez-vous sur Internet, sans qu'aucune voie alternative ne soit proposée. Dans près de trente préfectures et sous-préfectures, la situation s'est aggravée depuis un an... Lorsqu'un rendez-vous est obtenu, il est souvent tardif, prolongeant les situations de précarité administrative ou privant les personnes du titre qu'elles avaient obtenu précédemment sans pouvoir retirer leur récépissé de renouvellement.

(Source : *lacimade.org*, 3.7.2017)

Pour lui, la tyrannie se caractérise non tant par la violence physique contre les corps que par une autre et bien plus inquiétante, insinuante sorte de violence, la violence contre les esprits, « *maîtresse branche qui s'insinue* », qui s'exerce par le mensonge, la confusion des genres et la fausse rhétorique (l'« *éloquence qui persuade par douceur, non par empire, en tyran non en roi* »). Et cela lui permet la généralisation qu'on vient de dire, et, parallèlement, la

reprise en négatif de la *démésure*, par laquelle notre discours a commencé (et devenue chez Machiavel vertu publique), et, armé de cette généralisation et de cette reprise, de revenir au politique, l'*hubris* étant générale, partout, notamment chez les « *grandeurs d'établissement* », soient-elles d'État ou catholiques officielles.

Hélas ! combien la suite des choses a, depuis, montré que Pascal voyait juste ! Le lecteur qui a un tant soit peu suivi les chroniques de la campagne électorale et de l'été passé, saura bien apprécier le chemin parcouru par l'actuelle *tyrannie en marche*, sans besoin de l'ennuyer en redisant ici ses qualités connues. Une remarque ne sera cependant pas inutile à propos de l'état d'urgence, actualité des prochains jours. Rappelons ce mot d'un élu de la *république en marche*, le lendemain des élections législatives : « *l'urgence doit devenir la norme* » (France-info, 19.6.2017). Si un tel involontaire oxymore peut se comprendre au plus bas et abyssal degré du troupeau appelé à faire la claque parlementaire du chef, ce n'est pas compréhensible chez ce dernier, s'il n'y a pas en lui volonté de tyran. Vu son cursus, il ne peut pas ne pas en savoir par coeur les implications constitutionnelles réelles, sans quoi il aurait été un bien piètre étudiant de Sciences Po.

Pour le reste, jouer les cassandres passe pour de la folie pure auprès des fous, aussi, de même qu'on a commencé, de même on citera, pour conclure, la saine sagesse de Pascal. Continuera-t-elle donc à passer inécoutée ?

« *La puissance des rois est fondée sur la raison et sur la folie du peuple, et bien plus sur la folie. La plus grande et importante chose du monde a pour fondement la faiblesse. Et ce fondement-là est admirablement sûr, car il n'y a rien de plus que cela, que le peuple sera faible. Ce qui est fondé sur la saine raison est bien mal fondé, comme l'estime de la sagesse.* »

Trop de pessimisme ? Le fait est pourtant là. Quand donc le « peuple » reviendra-t-il de sa faiblesse entretenue, raison et folie sur quoi « la plus grande puissance » demeure solidement assise ?

Post-scriptum :

« *Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence... Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Cette orientation est effectuée vers une structure d'hébergement stable ou de soins, ou vers un logement, adaptés à sa situation.* » (Code de l'action sociale et des familles, version au 1^{er} sept. 2017, articles L. 345-2-2 et -2-3)

Toute personne : et pourtant un article précédent (L. 345-1) stipule que seuls « *les étrangers s'étant vu reconnaître la qualité de réfugié ou accorder le bénéfice de la protection subsidiaire... peuvent être accueillis dans des centres d'hébergement et de réinsertion sociale* », et encore, uniquement dans ceux « *dénommés* Â« *centres provisoires d'hébergement* Â» ».

Ce qui n'est pas clair n'est pas français... Eh bien, qui niera que cela n'ait au moins le mérite de la proverbiale *clarté française* ? Tout étranger dont la qualité de réfugié ou de bénéficiaire de protection n'a pas été officiellement reconnue, n'entre pas non plus, pour le législateur français, dans celle (encore que fort limitée) de *toute personne* : il est tout, à proprement parler français, sauf une personne, sur le sol français. Et il y en a encore d'assez naïfs pour s'étonner, en France, que dans des lieux tels Calais, Paris, Vintimille-frontière, on tienne policièrement les migrants pour la bête noire de la République, et les tout petits pour vermine à écraser.